



Communiqué recherche mondiale : solidarité et vigilance

Aux États-Unis, l'alliance entre capitalistes libertariens et droite chrétienne réactionnaire met en oeuvre un programme de destruction méthodique des universités et de la science. Les financements publics sont annulés par milliards en dehors de tout cadre légal. Toute recherche qui met en lumière ou étudie des inégalités et des discriminations est censurée, ce qui inclut aussi bien les travaux de médecine sur les différences de mortalité face au cancer que les recherches en sciences sociales sur les inégalités salariales entre hommes et femmes. Les organismes scientifiques licencient à tour de bras, en commençant par les plus jeunes et précaires, et les universités gèlent tous les recrutements. Le gouvernement et les financeurs privés exigent la fin de l'autonomie scientifique afin d'imposer leurs propres thématiques et de supprimer celles qui leur déplaisent. Les opérations de police se multiplient contre personnels et étudiant·es qui ne partagent pas les opinions politiques du gouvernement fédéral, visant en premier chef les étudiant·es étranger·es .

Nous exprimons notre solidarité avec les personnels et étudiant·es de l'ESR aux États-Unis. Le financement de la science aux États-Unis représente environ la moitié du budget mondial de la recherche fondamentale et ces attaques ont un impact global. Ce qui arrive aux États-Unis n'est malheureusement pas inédit, même si la brutalité et la rapidité des attaques y est stupéfiante. En Turquie, en Hongrie, en Palestine, en Inde (la liste continue), nos collègues ont dû faire face ces dernières années à une censure et une répression féroces. En Argentine, le libertarien Javier Milei dépèce les universités et menace de supprimer le Conicet, le CNRS argentin. Conformément à sa tradition de solidarité internationale, le SNTRS-CGT appelle à soutenir les mobilisations des collègues aux États-Unis et ailleurs contre ce programme réactionnaire et à promouvoir l'hospitalité envers celles et ceux qui en seraient victimes.

En France aussi, ce programme concerté de mise au pas a déjà commencé :

- restriction et répression de la liberté d'opinion et d'expression des personnels et des étudiants sur les sujets d'actualité, notamment la solidarité avec la Palestine.
- menaces contre les enseignant·es-chercheur·es dont les recherches déplaisent, taxées y compris au sommet de l'État d'« islamogauchisme », d'« écoterrorisme » ou de « wokisme »
- suppression des financements publics à des établissements ne suivant pas les consignes idéologiques des autorités politiques
- menaces de fermeture d'organismes de recherche ou d'instituts en leur sein (INRAE, CNRS)
- coupes budgétaires sans précédent dans les universités et menaces de coupes encore plus grandes au prétexte des « avis défavorables » rendus par un HCÉRES aux ordres
- extension abusive des unités de recherche en Zone à régime restrictif (ZRR) sur un prétexte sécuritaro-militaire, afin de contrôler les thématiques, les fréquentations et les recrutements

En France comme aux États-Unis, la victoire des idéologues d'extrême-droite n'a rien d'inévitable.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels et les étudiant·es à se mobiliser massivement pour défendre les principes cardinaux que sont l'autonomie professionnelle des scientifiques et universitaires, les libertés d'opinion et d'expression, et le financement public de l'enseignement supérieur et de la recherche qui sont des biens communs de la nation.